

Un regard genré sur les migrations

Christine Verschuur

Depuis la fin des années 1970, l'on observe la restructuration économique globale rapide et une nouvelle division internationale du travail, notamment avec une restructuration de la production des marchandises et la création de zones de libre-échange (ZLE), où les femmes sont très présentes.

Dans ces zones de libre-échange, dont la production est destinée à l'exportation, les conditions de travail s'effectuent souvent sans régulation sociale et avec des conséquences négatives pour la santé. Certains parlent d'industrialisation du tiers-monde, mais les investissements de capitaux du Nord au Sud restent limités, il n'y a pas de transfert de bases industrielles et la création d'emplois industriels demeure largement en deçà de la destruction des emplois consécutive à l'ouverture des marchés domestiques que l'économie néolibérale mondialisée exige.

Le développement des ZLE est possible par l'appauvrissement des populations dans les pays où elles s'implantent, qui permet d'y pratiquer de très bas salaires, grâce également au maintien d'une économie domestique qui assure les coûts de l'entretien des travailleurs.

Comme le formule Silvia Federici¹, la restructuration économique de ces deux dernières décennies a créé un nouvel ordre colonial. La pauvreté généralisée, le recul de l'engagement des nouveaux Etats

¹ Silvia Federici, «Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle distribution internationale du travail», in *Genre, mondialisation et pauvreté*, Cahiers Genre et Développement, n° 3, Ch. Verschuur, F. Reysoo (dir.), Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 45-73.

indépendants à investir dans la reproduction des travailleurs, avec des coupes dans les budgets sociaux, des dévaluations monétaires, la privatisation et la libéralisation ainsi que les baisses de salaires créent une crise de la reproduction sociale dans le Sud.

Dans le Nord, la demande en «travailleurs venant au monde tout faits»² se poursuit, émigration qui permet de contribuer gratuitement à la reproduction de la force de travail. Les migrations de travail temporaires et tournantes, avec «la préservation et l'exploitation de l'économie agricole domestique» (Meillasoux 1975 : 165), assurent non seulement la production mais aussi la reproduction et l'entretien de cette force de travail. Les femmes sont les principales actrices de cette économie domestique, chargées de l'essentiel des tâches domestiques et de la production vivrière.

D'après le *Rapport 2002 des Nations unies sur la population*, le nombre de migrants dans le monde est de 175 millions (3% de la population mondiale). Ce nombre a plus que doublé depuis 1975 ; la plupart vivent en Europe (56 millions), en Asie (50 millions) et en Amérique du Nord (41 millions). Dans les régions développées, près d'une personne sur dix est migrante. *Le travail est la denrée la plus importante exportée par le Sud vers le Nord.*

En quelques flashes, que signifie porter un regard genré sur les migrations?

1. Prendre en compte cet «immense cadeau en travail domestique» des femmes du Sud aux pays riches

Le travail de production et de reproduction/entretien de la force de travail exportée est principalement réalisé par les femmes du Sud. «Ce qui se cache derrière l'émigration est un immense "cadeau" en travail domestique.»³ Par l'émigration, les femmes du tiers-monde contribuent directement au processus d'accumulation des richesses dans les pays avancés : fournir des travailleurs frais, compenser le déclin démographique, maintenir les salaires bas, réaliser le travail dévalorisé, permettre aux femmes du Nord de travailler à l'extérieur de leur foyer...

² Marx, cité par C. Meillasoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975, p. 161.

³ Silvia Federici, *op. cit.*, p. 55.

Le travail domestique réalisé par les femmes du Sud immigrées a facilité l'intégration massive des femmes des classes moyennes du Nord dans un marché du travail produisant plus de richesse nationale. Le travail domestique des femmes ne contribuait pas à la production comptabilisée des richesses⁴; la décharge de ce travail vers d'autres femmes libère du temps de travail féminin qui peut s'investir dans des secteurs plus « productifs ».

2. Rendre visible la contribution des femmes dans la nouvelle division internationale du travail (NDIT)

La restructuration de l'économie globale, avec la restructuration de la production des biens (délocalisation, développement des ZLE), « offre » des opportunités d'emploi aux femmes, qui sont employées majoritairement dans ces industries. La mondialisation, avec l'accroissement de la pauvreté, la perte de sources de revenus, pousse les femmes à migrer pour travailler dans ces zones aux conditions de travail particulièrement difficiles. Ces mouvements migratoires ne sont pas neutres et peuvent s'expliquer par des inégalités de genre telles que l'exploitation des qualités dites féminines (dextérité, docilité...) dans les industries électroniques ou textiles implantées dans les ZLE, ou l'exploitation du désir des jeunes femmes d'intégrer un marché du travail salarié qui leur permette parfois une certaine indépendance, alors que les hommes refusent de travailler dans ces mêmes conditions.

3. Rendre les femmes visibles parmi les migrants

Comment est-il possible d'être aveugle devant le fait qu'actuellement près de la moitié des migrants sont des femmes et que dans certains pays, comme les Philippines, premier pays exportateur de main-d'œuvre, cette proportion monte à 80%?

Même lorsque les femmes migrent dans le cadre du regroupement familial, elles intègrent de manière importante le marché du travail, informel ou domestique. Elles sont alors triplement invisibles

⁴ En effet, le fait d'élever des enfants et d'assurer l'entretien des membres de la famille n'est pas calculé comme une « richesse » et n'entre pas dans les calculs du PNB...

(existantes non comme travailleuses mais seulement comme accompagnatrices; occupées dans un espace privé; réalisant un travail non comptabilisé dans l'économie nationale, non déclaré). Comme le disent Blandine Destremau et Bruno Lautier, «elles n'existent qu'en creux»⁵. Que se passerait-il si elles n'existaient pas?

4. Le trafic de personnes concerne prioritairement les femmes et les enfants

Le maintien de l'illégalité est «une bénédiction pour les trafiquants»⁶ : le trafic de personnes rapporte 7 milliards de dollars par an aux réseaux criminels, selon des estimations des Nations unies, ce qui les place non loin des trafiquants d'armes et de drogue – mais avec un avantage: ils n'ont même pas d'investissement à faire...

5. Rendre visible la contribution financière des travailleuses migrantes à leurs pays d'origine

Les transferts de capitaux du Nord vers le Sud sont dépassés par les transferts (produit du travail) des travailleuses et travailleurs émigrés des pays «en développement»: 73,4 milliards de dollars en 2001, d'après les chiffres de la Banque mondiale⁷, juste après les transferts de revenus pétroliers! Ces transferts représentent 42,4% des investissements directs «étrangers»⁸ en moyenne pour l'ensemble des pays en développement. Ces mandats sont utilisés pour répondre aux besoins de reproduction sociale (consommation, frais d'éducation et de santé),

⁵ Blandine Destremau, Bruno Lautier, «Femmes en domesticité (les domestiques du Sud, au Nord et au Sud)», *Revue Tiers Monde*, t. XLIII, n° 170, avril-juin 2002, PUF, Paris, pp. 249-265, citation p. 250.

⁶ Pamela Shiftman 2003, cité par Andrée-Marie Dussault, «Etat de réflexion et guide bibliographique sur les migrations et les relations de genre», document de travail «Genre et développement», no 1, 2004.

⁷ Dilip Ratha, «Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development Source», in World Bank, *Global Development Finance 2003*, tableau 7.1, «Remittances received and paid by developing countries in 2001», p. 157.

⁸ Si l'on peut taxer d'«investissements étrangers» les revenus du travail à l'extérieur des ressortissants du pays...

mais aussi investis dans des entreprises. On peut se demander quelle est la part de ces flux financiers considérables envoyée par les femmes migrantes. Quelle en est l'utilisation, selon qu'ils sont envoyés par des hommes ou des femmes? Peut-on rester aveugle devant cette contribution financière dans les pays d'origine?

6. Souligner les discriminations économiques et sociales des femmes migrantes

Les femmes migrantes souffrent de discriminations spécifiques à leur genre:

- Elles n'ont pas accès au même marché du travail que les hommes: 80% d'entre elles sont des travailleuses domestiques. Pourtant, elles ne sont pas toujours sans qualifications: un tiers des Philippines migrantes ont un diplôme d'études supérieures!
- Elles n'ont pas le même accès aux droits sociaux. Obtenir des papiers légalisant leur situation peut dépendre de leur statut d'épouse ou de fille, et un changement familial peut provoquer une perte d'accès aux droits à la santé ou obliger à entrer dans l'illégalité. Les abus dans l'accès aux droits sociaux pour les travailleuses dans le secteur domestique, occupé en majorité par les migrantes, sont fréquents.

7. «Ya no soy la que dejé atrás»⁹

C'est le titre d'un livre sur les migrantes dominicaines, «Je ne suis plus celle que j'ai laissée derrière moi». Qu'apportent les migrations aux femmes et aux transformations des relations de genre? A un niveau symbolique et culturel, comment la migration influence-t-elle les représentations sociales des femmes et des hommes? Les femmes gagnent en liberté de mouvement et d'expression, elles participent activement à la réalisation d'un projet de vie et de société. Elles ne correspondent pas à l'image de victimes passives, mais sont actrices et maîtresses de leur propre destin. Simultanément, elles ont encore la responsabilité de porter ce fardeau de remédier à des situations sans issue qui résultent du néolibéralisme sans frontières, et vivent souvent mal ces défis.

⁹ M. Arija, *Ya no soy la que dejé atrás. Mujeres migrantes en Republica dominicana*, México, IIS – Plaza y Valdés, 2000.

Un des enjeux de la réflexion sur les migrations et sur la nouvelle division internationale du travail est donc de procéder à une déconstruction des idées reçues sur la migration (ses causes, ses effets, ses dangers, etc.) pour montrer la diversité du phénomène en termes de ressources et d'alternatives de développement, mais aussi en termes d'abus et d'hypocrisies.

Certains plaident pour l'amplification de la coopération technique pour freiner les flux migratoires, d'autres souhaitent faciliter la circulation des travailleuses et travailleurs migrants pour intensifier les investissements économiques directs provenant de leur travail.

Certains, dans des pays occidentaux, font campagne contre l'immigration, mettant en avant des risques sur le plan des valeurs et des identités nationales, des risques sécuritaires ou d'autres arguments fallacieux.

Les pays du Sud, dont certains ont des politiques explicites pour encourager l'exportation de la main-d'œuvre, s'inquiètent aussi de l'exportation des cerveaux: 600'000 chercheurs et ingénieurs scientifiques et techniques de Chine, d'Inde, d'Afrique et d'Amérique latine sont installés aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, ce qui équivaut au tiers des effectifs scientifiques et techniques en activité dans les PVD!¹⁰ Les fuites de cerveaux sont-elles genrées? Que penser des incitations à immigrer faites par exemple au personnel de santé, majoritairement féminin, dans certains pays déficitaires notamment en infirmières et aides-soignantes?

Pour Silvia Federici, les politiques féministes devraient commencer par renverser la NDI et le projet de mondialisation économique qui en découle. Elle considère qu'on ne peut séparer le discours sur l'égalité de la critique du pillage et de la recolonisation des pays du Sud, comme le rappellent les féministes du Sud. Les luttes que les femmes mènent quotidiennement pour survivre sont des luttes politiques et des luttes féministes.

¹⁰ Pierre Le Hir, «Les chercheurs du "Sud" expatriés organisent l'aide à leurs pays d'origine», *Le Monde*, 17 janvier 2004.